

officielles en main, mais les hommes d'affaires les plus qualifiés disent qu'au moins 50 % de tous les produits vont en Russie.

Le Kremlin a récemment établi des relations légales avec une partie de l'industrie allemande dans sa zone sur des bases telles qu'elles ressemblent beaucoup à celles sur lesquelles fonctionnent les compagnies mixtes formées en Roumanie et en Hongrie. D'après la revue *Times* (26 août 1946), un trust mixte a été formé dans l'Allemagne con-

trôlée par les Soviétiques, sous le titre de Sowjetische Industrie A.G., appartenant pour 51 % à l'U.R.S.S. et pour 49 % aux Allemands. Cette entreprise aura un capital officiel de plus de 8 milliards de marks (800.000.000 de dollars) et emploiera approximativement 400.000 ouvriers. On dit que ses installations embrassent 30 % de l'industrie allemande de la zone soviétique, y compris la *I. G. Farben*. Alexei Resnikov, un Russe, se trouve à la tête de ce trust.

CONCLUSIONS

Nous voilà prêts à résumer l'ensemble des processus : les armées rouges occuperont la moitié de l'Europe — une Europe absolument détruite par la guerre. Elles entreprendront d'anéantir le pouvoir des anciennes classes dirigeantes en expropriant les domaines agraires, en confisquant les industries appartenant à des « criminels de guerre », et les attribuant à des Etats dirigés par des gouvernements fantoches « loyaux », ou en formant des entreprises économiques mixtes sous leur propre contrôle. Si une révolution sociale signifie le transfert du pouvoir d'une classe à une autre, alors une révolution sociale a été certainement déclenchée en Europe orientale après la « libération ». Mais ces développements révolutionnaires ne furent pas la conséquence directe de soulèvements de masses, mais étaient dans chaque cas dominés et contrôlés par la main de fer bureaucratique du conquérant du Kremlin. Le soulèvement des peuples fut étouffé. Leurs initiatives entravées et prohibées. Staline, tout en étant déterminé, pour ses propres desseins et sa sécurité, à détruire les anciennes cliques dirigeantes, était également déterminé à détruire les mouvements de masses révolutionnaires et à préserver la structure capitaliste, afin d'apaiser l'impérialisme occidental. Les développements révolutionnaires furent donc, dans chaque cas, arrêtés court avant d'avoir atteint leur but. Les conséquences qui en résultèrent furent des formations bâtarde, de soi-disant « économies mixtes », s'appuyant sur des fondations juridiques capitalistes, et l'apparition de nouveaux groupes capitalistes dans la petite industrie, l'agriculture, le commerce, la bureaucratie gouvernementale, etc. Ce développement, directement attribuable à la politique contre-révolutionnaire du Kremlin, démontre que la bureaucratie stalinienne n'a aucune perspective historique, qu'elle ne repose pas sur un terrain solide. Elle ne saurait tolérer la soviétisation, ainsi qu'elle l'a montré en Europe orientale. En même temps elle éprouve une peur mortelle du capitalisme et ne peut le tolérer. C'est pourquoi le stalinisme est une clique dirigeante condamnée à périr. Il n'a aucun avenir historique. Il sera englouti par les événements à venir.

Mais est-ce par hasard que le Kremlin a créé quelques nouvelles formes étatiques qui représentent son mode de production particulier ? Les faits ne confirment pas une telle hypothèse. Les pays de l'Europe orientale ne révèlent aucun nouveau mode de production. Les événements démontrent de façon très certaine que les nouveaux Etats représentent une tentative d'union contre nature entre les formes de propriété soviétiques et la propriété capitaliste. Le

pouvoir de Staline peut lui paraître illimité là où ses armées sont toutes-puissantes. Néanmoins, il ne lui est pas donné de créer une nouvelle classe historique, ni en U.R.S.S., où son régime s'appuie sur les rapports de propriété fondés par la révolution bolchévique, ni en Europe orientale, où Staline essaye de se comporter en gardien et bénéficiaire du capitalisme.

Voilà le bilan du stalinisme en Europe orientale. Par les trahisons et les basses manœuvres du Kremlin, l'étranglement de la révolution, la destruction des organes ouvriers de double pouvoir, la conservation et la légalisation de la propriété capitaliste, ses pillages et ses rapines, le Kremlin a réussi à provoquer l'opposition et l'hostilité de la majeure partie de la classe ouvrière. En ce qui concerne leurs accords avec les capitalistes de l'Europe orientale — ils sont de l'espèce la plus fragile, destinés à être rompus à la première crise véritable. Et les espérances du Kremlin d'une amitié avec les impérialistes occidentaux sont déjà volatilisées. Les trahisons et les crimes de Staline contre la classe ouvrière assèment invariablement des coups à la révolution mondiale et minent l'Union soviétique. C'est pourquoi l'Amérique et l'Angleterre se refusent à accepter l'idée du contrôle stalinien sur la moitié de l'Europe et s'efforcent d'éliminer cette menace de leur propre domination.

Tous ces petits Etats orientaux, dévastés et ruinés par la guerre, sont maintenant entraînés dans le tourbillon de la bataille engagée entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial. Ils se trouvent tous dans un état de crise des plus aiguës ; leur économie est indubitablement à caractère transitoire, épisodique et changeant ; leurs régimes sont construits sur du sable. Ils sont rattachés à l'économie de l'U.R.S.S. par force majeure. Mais ils ne peuvent recevoir des capitaux, des produits manufacturés, des prêts que de l'Ouest. Et les Etats-Unis exercent déjà une pression mortelle. Ils retiennent l'or de la Hongrie. Ils ont saisi la plupart des bateaux du Danube, et ne les rendront que si le Danube est ouvert et rendu « libre ». L'U.N.R.R.A. cesse ses distributions, et tous les gouvernements de l'Europe orientale seront forcés de venir à Washington mendier des prêts pour arrêter la famine. La politique du Kremlin de « fermer » l'Europe orientale au capital occidental sera ainsi beaucoup plus difficile à imposer que ce n'a été le cas pour son propre monopole de commerce avec l'Etranger. Nous avons déjà constaté plusieurs petites fissures dans le « rideau de fer », comme en témoignent l'accord de compensations avec la Tchécoslovaquie, les concessions de la Pologne afin de s'assurer deux petits prêts, etc. Le destin de tous les petits

pays dans les Balkans, la région danubienne et ce qu'on appelait autrefois l'Europe centrale ne peut être embrassé en jetant un regard sur ces petits pays, eux-mêmes dépendants. Leur destin et l'évolution de leurs formes étatiques et de propriété seront déterminés non pas par leur propre développement interne indépendant, mais par l'issue de la lutte mondiale entre les géants — l'impérialisme anglo-américain et l'U.R.S.S., et le cours de la révolution mondiale.

En 1939, Trotsky fit observer que si le Kremlin n'incorporait pas ses régions frontières nouvellement acquises dans l'Union soviétique, mais essayait d'exercer sur elles un contrôle de type nazi, ceci deviendrait le point de départ de nouveaux changements profonds en U.R.S.S. même ; s'ils pouvaient avoir devant eux une longue période, les nouveaux trusts capitalistes du Kremlin en Europe orientale, et l'apparition d'une nouvelle bureaucratie stalinienne s'appuyant sur des fondations capitalistes, mèneraient sans aucun doute à des conflits décisifs et changeraient la structure de l'U.R.S.S. Mais le conflit actuel entre le Kremlin et l'impérialisme occidental s'est développé de façon si aiguë, et domine si totalement la scène internationale, qu'il paraît très probable que l'évolution ultérieure des Etats de l'Europe orientale, comme celle de l'Union soviétique elle-même, sera principalement déterminée par l'issue de ce monstrueux fauteur de guerre.

On pourrait objecter que cette analyse a tendance à faire trop crédit aux staliniens ; qu'elle pourrait impliquer que le stalinisme est capable de remplir une fonction progressive dans le monde capitaliste. Naturellement, les bouleversements de l'Europe orientale présentent plusieurs traits hautement progressifs — la redistribution de la terre ; les confiscations et les nationalisations de l'industrie. Le trotskisme mondial a déjà adopté une position sans ambiguïté en défendant ces mesures progressives de toute tentative de la part de la réaction capitaliste, de la restauration du *statu quo ante bellum*. Mais, exactement comme Trotsky montra en 1939 que le caractère progressif des nationalisations staliniennes en Pologne orientale et dans les pays baltes était contrebalancé dans une très large mesure par l'opposition entre le Kremlin et les masses mondiales et l'affaiblissement consécutif au mouvement socialiste mondial, ainsi aujourd'hui nous devons déclarer que les aspects progressifs de la redistribution stalinienne de la terre et les nationalisations de l'industrie ne compensent pas d'un dixième les coups mortels que les staliniens ont portés à la révolution prolétarienne et à la cause socialiste. Leurs trahisons, leur étouffement des soulèvements de masses, leur terreur contre-révolutionnaire, leurs destructions et leurs pillages — tout cela discrédite aux yeux des travailleurs le mot même, l'idée même du communisme. Que pèsent les nationalisations de l'Europe orientale dans la balance contre les crimes de Staline envers la classe ouvrière ? Les aventures contre-révolutionnaires du stalinisme en Europe orientale, au lieu de lui donner une auréole de mission progressive dans l'Histoire, ont rendu plus urgente la nécessité d'écraser ce monstre sanglant et de l'empêcher de faire encore plus de mal qu'il n'en a fait jusqu'à présent à la classe ouvrière mondiale et à sa lutte pour l'émancipation.